

République du Bénin

Cour constitutionnelle



GREFFE

N° 093 / CC/GEC

**DEUXIEME CHAMBRE DE MISE EN ETAT
RÔLE DU MARDI 05 NOVEMBRE 2024
A 10 HEURES**

**LIEU : Salle des audiences publiques de la Cour constitutionnelle
sise à Ganhi, avenue Gouverneur général PONTY à Cotonou**

N° D'ORDRE	N° DU RECOURS	REQUERANT	REQUIS	OBJET	OBSERVATIONS
01	0980/161/REC-24 du 08/05/2024	<ul style="list-style-type: none"> - Donation A. DENON - Alexandre ZANNOU - Jean-Caleb BODJRENOU - Philippe BOULA 	Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
02	1020/174/REC-24 du 15/05/2024	Parfait TOKPO	<ul style="list-style-type: none"> - Procureur de la République près le tribunal de première instance de 2^{ème} classe d'Abomey-Calavi - Procureur général près la Cour d'Appel de Cotonou 	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
03	1107/193/REC-24 du 29/05/2024	Mathieu E. ZADJI	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
04	1152/204/REC-24 du 07/06/2024	Ezékiel VODOUNON	Juge d'instruction du troisième cabinet du TPI de Cotonou	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
05	1217/211/REC-24 du 18/06/24	Prosper ALLAGBE	Bâtonnier de l'ordre des avocats du Bénin	Recours « en inconstitutionnalité du montant de la formation à l'école de formation du Barreau ».	



06	1247/213/REC-24 du 21/06/24	Succession YEHOUEYOU HOUSSOU Cécile Rept/ Comlan Patrice NOBIME AGBODRANFO		Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
07	1299/232/REC-24 du 28/06/2024	Prosper ALLAGBE	Ministère de la Justice et de la Législation	Recours pour violation de la Constitution.	
08	1497/258/REC-24 du 22/07/2024	Paulin AHANGNAN ZOKPE	Juge de la deuxième chambre administrative du tribunal de première instance de première classe de Cotonou	Recours pour non- exécution de la décision DCC 22-002 du 13 janvier 2022 et pour violation de l'article 34 de la Constitution.	
09	1532/261/REC-24 du 24/07/2024	Hermione MIGAN	<ul style="list-style-type: none"> - Procureur de la République près le tribunal de première instance de première classe de Cotonou - Augustin AGUEH (Me Hervé G. G. SOUKPON) - David A. T. AKPADO 	Recours pour violation de la Constitution et de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. (CADHP).	



10	1576/284/REC-24 du 31/07/2024	Ousmanou BOUBE	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour inconstitutionnalité d'une détention provisoire.	
11	1577/285/REC-24 du 31/07/2024	Arouna DOGO	Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
12	1578/286/REC-24 du 31/07/2024	Paul FADONUGBO	Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
13	1579/287/REC-24 du 31/07/2024	Bertin GANGAN	Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
14	1581/288/REC-24 du 31/07/2024	Blaise DEVO	Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour inconstitutionnalité d'une détention provisoire.	
15	1589/289/REC-24 du 31/07/2024	Prosper ALLAGBE	<ul style="list-style-type: none"> - Agence Nationale d'Identification des Personnes (ANIP) - Commission Electorale de la Nationale Autonome. (CENA) 	Demande de délivrance de carte d'électeur.	



NOUVELLES AFFAIRES

16	1781/321/REC-24 du 30/08/2024	Etienne AGOUNGNON GANGAN Pascal GANGAN Rep/ Pascal GANGAN	- Augustin ATCHOUKPEVI - Camille AHOUANSOU -Tété AHOUANSSOU	Demande d'intervention de la Cour dans un conflit foncier.	
17	1787/322/REC-24 du 02/09/2024	John HOUETOGNON	Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances en charge de la Coopération	Recours pour violation des articles 26, alinéa 1 ^{er} , 35 de la Constitution et 3 de la CADHP.	
18	1812/331/REC-24 du 09/09/2024	Hassan Ngeze	Régisseur de la prison civile d'Akpro-Misséréte	Recours pour refus de transmission de documents au Mécanisme des Nations-Unies appelé à exercer les fonctions résidentielles des tribunaux Pénales Internationaux.	
19	1835/332/REC-24 du 12/09/2024	Pascal AMANKPO	Ministère de l'intérieur et de la Sécurité Publique.	Recours contre l'arrêté interministériel ANNEE 2023 N°270/MISP/MEF/ DC/SGM/DGPR/SA/085S GG23 du 14 Novembre 2023 pour violation de la Constitution.	



20	1945/350/REC-24 du 01/10/2024	Amadou MAMOUDOU	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour détention arbitraire, vice de procédure et violation de droits humains.	
21	1954/354/REC-24 du 03/10/2024	Evariste LIKPO	Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
22	1960/355/REC-24 du 03/10/2024	Les héritiers du feu ZANNOU Madjidi Rep/ Calixte ZANNOU	Président de la Cour d'Appel de Cotonou	Recours contre l'arrêt n°085/2 ^{ème} CH.DPF/2021 du 12 juillet 2021 de la Cour d'Appel de Cotonou pour violation de la Constitution.	
23	1984/360/REC-24 du 08/10/2024	Matchi SIMBOUROU	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour détention anormalement longue, vice de procédure et violation de droits humains.	
24	1985/361/REC-24 du 08/10/2024	Amadou KAOWA	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour détention anormalement longue, vice de procédure et violation de droits humains.	



25	1986/362/REC-24 du 08/10/2024	Sambo BAYI	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour détention anormalement longue, vice de procédure et violation de droits humains.	
----	----------------------------------	------------	---	---	--

Cotonou, le 29 OCT 2024

Le Greffier en chef,



Sylvestre FARRA
Sylvestre FARRA